

Ministère de la Communication, de l'Economie numérique et de la Culture
**Les fédérations et syndicats en guerre contre
 Alain Claude Billié By Nzé**

T'Engongha

Les agents membres de l'intersyndicale du ministère de la Communication, de l'Economie numérique, de la Poste et de la Culture, ont lancé un ultimatum au porte-parole du gouvernement à trouver des solutions sans délais auxquels ils sont confrontés. C'était au cours d'une assemblée générale marquant leur entrée syndicale.

Il s'agissait des agents de l'AGP (agence gabonaise de presse) et Gabon Matin, les médias publics, dont Gabon Télévision, Radio Gabon, de la Culture et des Arts, de l'Economie numérique, Africa N°1 et ceux de la Poste. Réunis en inter syndical, ces agents ont exprimé leur ras-le-bol sur les conditions difficiles de vie et de travail qui sont les leur. Ils ont, en outre évoqué l'avenir incertain des entreprises de presse publiques et de la culture. « *Au sortir des états généraux de la Communication, il était question de traduire en acte toutes les recommandations issues de ces assises. Depuis lors, quelques unes ont vu le jour,*

pendant que d'autres peinent à être exécutées. Au niveau de la radio Africa N°1, il se pose un problème de convention collective. Les employés sont sans salaire depuis trois mois. Les agents ont également trois mois de rappels impayés ... », a indiqué Jean Félix Onewin Ndong, président du syndicat du personnel d'Africa N°1.

Ce n'est pas tout. Le porte-parole des agents de la radio panafricaine a ajouté qu'ils continuent à côtoier à la CNSS sans garantie. A cet effet, Jean Félix Onewin Ndong et les siens demandent au gouvernement de mettre en place, un plan social, ainsi certains textes qui participent bon fonctionnement du "Tam-tam d'Afrique".

De son côté, Hank Moukambo, délégué général du personnel de la Culture, a déploré la situation administrative de ses collègues et l'état critique actuel de ce département ministériel. « *Nous revendiquons tout d'abord le respect du syndicalisme au Gabon. Plusieurs de nos pairs croupissent encore dans les geôles*

de la prison centrale de Libreville. Au niveau du ministère, nous demandons aux autorités de finaliser les travaux de l'annexe du ministère. Lequel est devenu un éléphant blanc. La salle de spectacle pour les artistes du ministère est transformée en bureaux. Les cases d'écoute deviennent les temples religieux et salles d'entraînements des arts martiaux. Il y a des agents qui travaillent pendant trois sans salaire. Ajoutés à cette liste non exhaustive, des primes et bus de transport du personnel ».

Au cours de cette assemblée, Jules Angoué et Madame Aminata Ondo, respectivement, représentant du personnel de l'AGP/Gabon Matin et leader du syndicat des médias publics se sont également exprimés, avec véhémence, sur les conditions, à la limite du supportable, de vie et de travail des agents. « *Nous avons déjà*



plusieurs mois impayés. Plusieurs d'entre nous sommes menacés par leurs bailleurs de libérer les maisons. On ne sait pas à quel saint se vouer avec nos enfants en cette rentrée scolaire. C'est même cet état de chose qui laisse disparaître ces derniers temps plusieurs de nos journalistes. D'autres sont internés dans des hôpitaux sans moyens », a fustigé Jules Angoué.